HAL
open science

Recension de Sebastian Edwards, Toxic Aid. Economic Collapse and Recovery in Tanzania

Olivier Provini

To cite this version:

Olivier Provini. Recension de Sebastian Edwards, Toxic Aid. Economic Collapse and Recovery in Tanzania. Politique africaine, 2014, 4 (136), pp.211-212. 10.3917/polaf.136.0205 . hal-04012639

HAL Id: hal-04012639

https://hal.science/hal-04012639v1

Submitted on 3 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

EDWARDS (Sebastian)
Toxic Aid. Economic Collapse and Recovery in Tanzania
Oxford, Oxford University Press, 2014, xxiv + 290 pages

La Tanzanie est-elle une « *success story* » comme la représentent les discours et les rapports des organisations internationales ? Et si oui, comment peut-on expliquer les résultats décevants de certains indicateurs, comme le taux de pauvreté, malgré l'afflux de l'aide internationale ? Tels sont les questionnements de départ proposés par Sebastian Edwards dans cet ouvrage. Il s'inscrit dans une littérature foisonnante (chapitre 2) qui analyse l'économie politique tanzanienne et son statut de *donor darling*. L'auteur propose plutôt une lecture historique de la relation entre les gouvernements tanzaniens et la communauté de l'aide internationale depuis l'Indépendance en 1961. Alors que l'aide internationale représente 12% de son produit intérieur brut en 2010 et que la Tanzanie occupe depuis le milieu des années 1970 le haut du classement des pays africains récipiendaires de d'aide, la configuration tanzanienne constitue une étude de cas remarquable pour comprendre l'ensemble des implications de cette économie sous perfusion sur le politique, par exemple en termes de fabrique des politiques publiques. En travaillant essentiellement sur les politiques macro-économiques engagées (notamment sur la problématique de la dévaluation du shilling tanzanien) et, d'un point de vue méthodologique, sur une étude des discours, l'auteur défend la thèse que l'assistance des bailleurs de fonds est responsable autant des réussites que des échecs des réformes économiques en Tanzanie (p.2).

Professeur d'économie internationale à l'université de Californie, S. Edwards esquisse l'histoire des idées des politiques de développement (chapitre 3). Il questionne ainsi l'évolution des discours, des référentiels et des rapports de force entre les institutions et les économistes au sein même des organisations internationales et déconstruit, dans une perspective néo-institutionnaliste, leur apparente homogénéité (p.83-85). A partir de nombreuses données chiffrées, de graphiques et de tableaux synthétiques, l'auteur étudie l'historique et l'évolution des relations entre les différents gouvernements et les bailleurs de fonds en soulignant les paradoxes saillants, tant dans les phases d'accords (chapitres 8 et 10) que dans les périodes conflictuelles (chapitre 7). Les relations entre Julius K. Nyerere, président emblématique entre 1964 et 1985, et le Fonds monétaire international sont ambiguës et parfois houleuses, comme en 1970 lorsque les représentants de l'organisation internationale sont expulsés du pays. C'est pourtant l'aide internationale qui a permis de financer l'ambitieux projet socialiste émanant de la déclaration d'Arusha (chapitre 5) sans pour autant prendre la mesure de son échec politique, économique et social (chapitre 6). S. Edwards évoque également l'évolution de l'aide tanzanienne en déplaçant son regard vers les pays donateurs. Aussi il explique comment les controverses au sein des pays nordiques ont fait évoluer l'approche et les accords bilatéraux avec la Tanzanie (p. 113-115 et 171). C'est plus largement toute la thématique du changement et de la réforme qu'il aborde en filigrane dans un système politique longtemps structuré autour d'un parti unique qui encadrait les débats, les courants idéologiques et le recrutement des élites bureaucratiques (p.129-130).

En partant d'une approche historique de l'aide internationale et de l'économie politique, S. Edwards construit une argumentation efficace pour appréhender le politique en Tanzanie. Pour autant, son analyse souffre parfois de jugements normatifs où il défend les

prescriptions des organisations internationales, allant même jusqu'à esquisser des projections et scénarios libéraux après l'Indépendance (p.253-255). Ce positionnement peut s'expliquer par sa trajectoire professionnelle puisqu'il a été responsable économique pour l'Amérique latine de la Banque mondiale entre 1993 et 1996. Surtout l'auteur ne se positionne aucunement sur la controverse et le débat théorique autour de l'Etat en Tanzanie, par exemple sur l'héritage du socialisme. Son développement se limite trop souvent à une compréhension du pouvoir et du changement par une approche personnifiée et présidentialisée. En effet la "variable J. K. Nyerere" est souvent avancée pour comprendre tant les échecs des négociations entre les bailleurs de fonds et le gouvernement que les réformes engagées. Par exemple le passage au système du multipartisme est interprété quasi-exclusivement à travers les discours du *Mwalimu* en 1990 et 1993 et les réformes macroéconomiques rendues possible grâce au pragmatisme de Benjamin Mkapa (chapitre 9). Cette lecture du politique par la matrice du leadership aurait pu être contrebalancée par une étude sociologique davantage centrée sur les acteurs, notamment en y développant plus en détails l'analyse de secteurs particuliers de politiques publiques.

Olivier Provini